

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 18/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2025

Contexte et constats

Publié sur 

ETABLISSEMENTS LAGUERRE

impasse du Quesnet
Z.I.
76800 Saint-Étienne-Du-Rouvray

Références : UDRD-2025-09-T-532
Code AIOT : 0005801487

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2025 dans l'établissement ETABLISSEMENTS LAGUERRE implanté Impasse du Quesnet Z.I. 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été diligentée suite à un signalement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETABLISSEMENTS LAGUERRE
- Impasse du Quesnet Z.I. 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray
- Code AIOT : 0005801487
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LAGUERRE, anciennement Etablissements LAGUERRE, détenue par la holding CLI Chimie développe et fabrique des produits chimiques pour l'industrie et le bâtiment (peintures, vernis, diluants, résines, encres liquides...). L'activité consiste principalement dans la formulation par mélange à froid de liquides et solides broyés. L'entreprise a été autorisée à exploiter des installations de stockage de liquides inflammables par arrêté préfectoral du 18 octobre 1982. De par l'évolution de la nomenclature ICPE, les installations de stockage de liquides inflammables de l'établissement sont désormais classées à enregistrement au titre de la rubrique 4331 mais l'établissement reste régi par les dispositions d'un arrêté d'autorisation.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Epandage accidentel	Code de l'environnement du 11/09/2025, article R.512-69	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	8 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à un signalement, une visite inopinée de l'établissement LAGUERRE s'est déroulée le 11 septembre 2025. Au cours d'une opération de chargement d'un camion citerne, de l'encre liquide rouge s'est déversée accidentellement sur le camion, sur la zone de chargement et sur le trottoir et la voirie du domaine public qui longe cette zone.

La cause directe est due à un flexible mal branché sur le camion dans une zone insuffisamment éclairée.

Parmi les causes profondes, il est établi le manque de préparation relatif au changement de conditionnement du produit, passant d'un conditionnement en conteneur à un chargement direct en compartiment de camion citerne. Il est notamment relevé l'absence de procédure de chargement, l'absence d'éclairage direct, l'absence de commande de pompage à proximité du poste de chargement.

La quantité de produit déversé doit être confirmée. En l'absence d'observation de déversement de produit vers le réseau d'eaux pluviales de la métropole, l'incident ne semble pas avoir impacté le milieu naturel.

L'exploitant, s'il n'a pas signalé l'incident à la DREAL, avait pris des mesures correctives avant la visite d'inspection, notamment en procédant au nettoyage et à la remise en état des zones impactées du domaine public, en affectant une personne supplémentaire pour surveiller le chargement et en rapprochant le pupitre des commandes. La procédure encadrant l'opération de chargement, initiée, doit être finalisée et l'éclairage ATEX fixe de la zone doit être installé.

Il est attendu la transmission des justificatifs pour l'ensemble des actions correctives, comme précisé dans le constat détaillé ci-dessous.

Il est aussi rappelé à l'exploitant que tout accident ou incident du fait de l'activité de l'installation, de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. , en l'occurrence un déversement à l'extérieur du site, doit être signalé à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Epanchage accidentel

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/09/2025, article R.512-69
Thème(s) : Risques chroniques, Déversement d'encre sur la voie publique
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Le 10 septembre 2025, la DREAL Normandie a reçu un signalement concernant un écoulement de produit rouge sur la chaussée du domaine public dans l'impasse le long de la clôture de l'établissement LAGUERRE, en provenance d'un camion citerne. Une visite inopinée a été diligentée le lendemain. L'inspectrice a d'abord constaté à son arrivée qu'une entreprise repeignait le trottoir et une partie de la chaussée au droit de la clôture du site. Celle-ci par ailleurs était teintée de rouge par endroit. Les représentants de l'exploitant ont dans un premier temps été réticents à s'exprimer pour finalement admettre qu'il y avait eu un incident le 4 septembre 2025 où de l'encre rouge s'était répandue au sol au cours d'une opération de chargement de camion citerne. <u>Causes et circonstances de l'incident d'après les explications de l'exploitant :</u> L'exploitant produit des encres, à base de pigments et de toluène, livrées quotidiennement à ses clients. Depuis quelques semaines, l'exploitant a changé son mode de conditionnement, en passant d'un conteneur à un chargement direct dans des compartiments d'un camion citerne (une couleur affectée à un compartiment). Un contrat est établi avec une entreprise de transport avec l'organisation suivante : le chauffeur laisse son camion citerne sur le pont bascule dans l'après-midi ; les opérations de chargement de produit fini sont effectuées par le personnel en fin de journée entre 18h et 21h et le chauffeur reprend son camion le lendemain matin pour livraison. Le compartiment dédié à l'encre rouge est de 4000 L. Le jour de l'incident, le chargement d'encre rouge a été réalisée un peu après 21h, dans la pénombre, la zone étant faiblement éclairée. Le flexible n'a pas été fixé correctement sur le camion citerne. De plus, l'opérateur est contraint de s'éloigner du poste de chargement pour actionner le démarrage de la pompe de transfert située dans l'atelier de production, à une cinquantaine de mètres. En l'absence de personnel au démarrage du chargement, la vanne de sectionnement sur le flexible n'a pas pu être immédiatement manipulée. La quantité de produit projeté estimé à 50 L par l'exploitant semble sous-estimée au vu de l'étendue des projections.

Actions correctives mises en oeuvre après l'incident :

L'exploitant le soir-même a répandu de l'absorbant sur toutes les zones impactées, à l'intérieur et l'extérieur du site (15 sacs utilisés). Les opérations de nettoyage se sont poursuivies le lendemain par grattage de l'encre séchée au sol. Il n'y aurait pas eu d'utilisation d'eau (un nettoyage au « karcher » avait été signalé). D'après l'exploitant, le produit est toxique pour l'environnement mais vu son séchage rapide, aucun effluent n'a rejoint le réseau d'eaux pluviales. Le camion a fait l'objet d'un nettoyage à l'intérieur du site. Les matières absorbantes ont été collectées en bigbag, en attendant leur évacuation dans une filière de traitement de déchets dangereux.

Le lendemain, l'exploitant a demandé un devis pour un éclairage ATEX au droit de la zone de chargement. En attendant son installation, il mettrait à disposition du personnel un éclairage portable.

Aucune procédure de chargement n'est formalisée, mais l'exploitant aurait initié sa rédaction.

L'automatisation du chargement a été revue avec un pupitre de commande des pompes à proximité du pont bascule.

Enfin, l'équipe d'après-midi composée de 2 personnes a été renforcée avec une personne intérimaire en plus. Une vérification de la citerne doit être faite avant chargement. Pendant la phase de remplissage, l'exploitant prévoit que deux opérateurs soient présents, un en haut de la citerne, l'autre en bas pour surveillance du chargement.

Observations de terrain :

Sur le terrain, l'inspectrice a pu observer des traces d'encre rouge aux abords du pont bascule, sur la clôture, des salissures rouges sur le camion citerne, des salissures rouges dans la zone où le camion a été nettoyé. De l'encre noire recouvre aussi les traces rouges sur le pont bascule et sont présentes au niveau du passage des flexibles, laissant supposer qu'un autre débordement de moindre ampleur s'est produit depuis le 4 septembre.

Il a été vérifié la présence du pupitre de commandes mais aucune consigne n'est affichée relative au déroulement du remplissage de citerne. Des rétentions sur roues sont stockées sous le pont bascule. Elles doivent être mises en place au moment du chargement pour collecter les égouttures quand le flexible est débranché. La majeure partie du site par ailleurs est sur rétention.

A l'extérieur du site, la peinture de la zone impactée masquant la pollution était en cours. La zone avait été préalablement balayée et le tas de poussières encore à ramasser. Légèrement en contre-bas, le déversoir des eaux pluviales ne comportait aucune trace d'encre. Il a été demandé de finaliser le nettoyage de la zone.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant sous 8 jours de :

- transmettre un rapport d'accident précisant les circonstances et les causes de l'accident, les substances dangereuses en cause (transmettre la fiche de données de sécurité), les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme,
- justifier la mise en place d'un éclairage par l'envoi d'un bon de commande signé,
- confirmer la quantité de produit déversée accidentellement,
- transmettre la procédure de chargement du camion citerne. L'exploitant précisera comment il s'assure que les opérateurs respectent cette procédure,
- mettre à jour le registre des incidents.

Dans les plus brefs délais :

- justifier l'installation de l'éclairage fixe
- transmettre les bordereaux de déchets dangereux pour l'évacuation des produits absorbants

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 8 jours